

LA COMMISSION EUROPÉENNE VA DÉNONCER LA CORRUPTION DANS LES ÉTATS MEMBRES

A quoi servent les instruments internationaux ?

La Commission européenne a annoncé lundi dernier son intention de publier périodiquement des rapports sur la corruption dans les États membres, afin de dénoncer des pratiques dont la valeur est estimée à 120 milliards d'euros à travers le continent.

La communauté internationale a développé plusieurs instruments de lutte contre la corruption, au sein d'instances telles que l'OCDE ou le Conseil de l'Europe. Celui-ci a mis en place un Groupe d'États contre la corruption (Greco), qui adresse des rapports (confidentiels) sur le sujet aux États participants. Mais au niveau de l'Union européenne, peu d'instruments existent pour s'attaquer à un phénomène qui affecte pourtant le commerce entre les États membres. La commissaire aux Affaires intérieures, Cecilia Malmström, s'est déclaré lundi convaincue que «les responsables politiques et

les décideurs ne sont pas suffisamment déterminés à combattre» la corruption. Avec sa nouvelle stratégie de rapportage, elle compte «créer la volonté politique d'agir, en donnant une image claire des efforts et des réalisations, et en soulignant les échecs et les points faibles dans les 27 États membres». Les rapports se baseront principalement sur les contributions d'experts et sur les documents préparés par les autres organes, comme le Greco. La première salve sera rendue publique en 2013. «C'est la première fois que la Commission sera habilitée à parler ouvertement, de façon plus courageuse, des problèmes de cor-

ruption», a dit le chef du département européen de Transparency International.

Les fraudes sur les fonds européens impunies par les États

«Les fraudeurs profitent des frontières pour échapper aux poursuites : cette situation est inacceptable au sein de l'Union européenne !» s'est insurgé le commissaire à la lutte antifraude, dans un communiqué.

Les cas présumés de fraude ont été estimés à 280 millions d'euros en 2009, soit 0,2% du budget communautaire, a indiqué la Commission. «Nous devons faire en sorte que les cas présumés de fraude donnent non seulement lieu à une enquête de l'Olaf (Office européen de lutte antifraude) et des autorités nationales, mais aussi

à des poursuites, a-t-il insisté. La meilleure des enquêtes ne peut protéger l'argent des contribuables si les autorités judiciaires nationales ne lui donnent aucune suite.» Depuis 2000, sur 647 cas examinés par l'Olaf, 93 ont été classés sans suite par les ministères publics nationaux sans raison particulière et 178 autres ont été classés pour des motifs discrétionnaires.

«En période d'austérité économique, chaque cent du budget de l'Union compte et aucune utilisation irrégulière des deniers publics européens ne sera tolérée», a assuré la commissaire à la justice, dont les services ont collaboré avec ceux de son collègue de la lutte antifraude pour élaborer un «document d'orientation» sur les faiblesses de l'action européenne contre la fraude. «Les instruments dont dis-

pose actuellement l'Union pour prévenir ou détecter tout usage irrégulier de ces fonds se révèlent parfois inadaptés ou insuffisants», souligne la Commission. «Cela tient à la coexistence de réglementations différentes en matière de procédures, d'infractions pénales et de sanctions, qui nuisent aux enquêtes et aux poursuites transfrontalières en matière de fraude», expliquent ses experts. La commissaire à la Justice a mis en exergue plusieurs actions possibles : élaborer des règles communes en matière de fraude et d'autres actions portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE, créer un parquet européen spécialisé pour appliquer ces règles, renforcer les pouvoirs de l'Olaf et d'Eurojust, l'unité de coopération judiciaire de l'UE.

Djilali Hadjadj

Colloque à Paris le 22 juin sur les moyens de la justice financière...

Le traitement effectif par la justice des affaires de corruption et, plus généralement, de tout ce que l'on a pris coutume de nommer la «délinquance en col blanc» est essentiel en démocratie.

S'il n'est pas assuré, un sentiment de justice à deux vitesses se développe inévitablement parmi les citoyens.

Cette action nécessite une justice

financière suffisamment forte et indépendante pour garantir l'égalité de tous devant la loi, égalité qui constitue le socle d'un État de droit. Ces dernières années, de nombreuses affaires politico-financières ont fait la une des médias en France. Comment ces affaires sont-elles traitées par la justice ? Quels moyens procéduraux, matériels

et humains sont mis à la disposition de la police et des juges en matière financière ? Existe-t-il réellement une volonté politique de juger les responsables des affaires de corruption mettant en cause des intérêts politiques, économiques ou diplomatiques importants.

Pour en savoir plus et s'inscrire : www.transparence-france.org

LU DANS LA PRESSE Des entrepreneurs algériens osent dénoncer la bureaucratie tentaculaire et la corruption dévastatrice

Dans le *Soir d'Algérie* du 11 juin 2011, sous la plume de Abachi L., un article intitulé «Les entrepreneurs du BTPH de la région d'Alger le disent/La bureaucratie et la corruption rendent incertaine la réussite du plan quinquennal», a retenu l'attention.

Des entrepreneurs ont osé dénoncer publiquement la bureaucratie tentaculaire et la corruption dévastatrice. Fait très rare qui mérite d'être signalé. «Nous tenons à tirer la sonnette d'alarme : la bureaucratie étouffante et la corruption rendent incertaine la bonne exécution, et par conséquent, la réussite du plan quinquennal», ont crié haut et fort les présidents des fédérations de Tizi-Ouzou, Boumerdès et Alger des entrepreneurs affiliés à l'UGEA, lors d'une conférence de presse tenue jeudi dernier à Boumerdès.

Et d'ajouter en connaissance de cause que «la bureaucratie est sciemment organisée de façon à rendre les entrepreneurs, tributaires de la corruption pour résoudre leurs problèmes et continuer à travailler».

Les obstacles énumérés sont légion : difficultés de financement ; galère pour l'obtention du certificat de qualification, l'émission et le retrait du cahier des charges ; opacité pour la passation des marchés publics ; favoritisme au profit des entreprises étrangères qui privilégient la sous-traitance avec des entreprises... algériennes, etc.

LSC

... Le pouvoir interdit un colloque à Alger sur la lutte contre la corruption

Décidément, le pouvoir algérien montre et démontre chaque jour que l'interdit est sa ligne de conduite : il vient d'empêcher la tenue d'un colloque qui devait avoir lieu à Alger le 10 juin 2011, à l'initiative de la LADDH — celle qui est présidée par M^e Mustapha Bouchachi —, dont le thème est la

lutte contre la corruption. Des participants du Maghreb et du Moyen-Orient devaient y intervenir. Le ridicule ne tue point : cette interdiction survient la veille de l'organisation par le pouvoir des «états généraux de la société civile»...

D. H.

BIENS MAL ACQUIS PAR LES DICTATEURS

La justice française bloque l'enquête

Le printemps arabe en a amplement témoigné : l'enrichissement illicite et les frasques des dirigeants politiques ne sont plus acceptés par les peuples, en particulier ceux qui, dans des pays potentiellement riches, crouissent dans la misère.

Les détournements d'argent opérés par les familles Ben Ali, Mubarak et Kadhafi ont alimenté les révoltes au nord de l'Afrique, et une colère similaire se développe sur le reste du continent. Ces réflexes légitimes sont encouragés par les discours occidentaux prônant la «bonne gouvernance».

C'est pourquoi le refus que vient d'opposer le parquet de Paris, soumis statutairement au pouvoir exécutif, à la demande de deux juges d'instruction d'élargir leurs investigations dans l'affaire des «biens mal acquis» par les

familles de trois chefs d'Etat africains est incompréhensible.

Saisis d'une plainte déposée en 2008 pour «recel de détournement de fonds publics» à l'initiative des organisations non gouvernementales Transparency internationale et Sherpa, les deux magistrats possèdent déjà un inventaire des achats suspects, notamment immobiliers, effectués en France par les familles des présidents du Congo-Brazzaville, du Gabon et de la Guinée équatoriale avant le dépôt de la plainte.

Leurs investigations viennent de révéler que ces transactions s'étaient poursuivies depuis lors. Les juges d'instruction avaient besoin du feu vert du parquet pour enquêter sur ces opérations récentes et déterminer l'origine des fonds utilisés. Le refus du parquet

est sans appel. Or, policiers et douaniers ont établi de nombreux faits troublants. «La présence de «biens mal acquis» pourrait être suspectée», écrivent les enquêteurs de la cellule gouvernementale antiblanchiment Tracfin eux-mêmes. Mais l'enquête qu'ils appellent de leurs vœux, entravée par le parquet, n'aura pas lieu.

Le président français peut-il soutenir les peuples arabes en révolte contre leurs dirigeants corrompus, alors que son ministre de la Justice couvre pareille interdiction d'enquêter sur les «biens mal acquis» un peu plus au sud ? La France a ratifié la convention de l'ONU contre la corruption de 2003, qui fait de la restitution des avoirs frauduleux un principe du droit international. Il est temps qu'elle la mette en œuvre concrètement.